



En visite au Commandement de la Garde républicaine

Gaïd Salah réitère les positions de l'ANP sur la stabilité de l'Algérie

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4943 - Ven. 29 - Sam. 30 novembre 2019 - Prix : 10 DA

41^e vendredi de marches citoyennes
Les hirakistes entament leur dixième mois de protestation pour le changement

Page 3

13^e jour de campagne électorale

Jeunesse et rejet de l'ingérence évoqués par les candidats

Page 2

Irak, l'insurrection anti-iranienne

Par Mohamed Habili

L'incendie du consulat iranien à Nadjaf le 27 octobre apporte la preuve que l'insurrection amorcée le 1^{er} de ce mois est dirigée autant contre le système politique irakien, tel qu'il s'est formé depuis 2003, que contre l'influence du voisin iranien, laquelle quant à elle est plus récente. Certes ce n'est pas la première fois que les émeutiers s'en prennent à des représentations ou symboles iraniens. Mais c'est la première fois qu'ils expriment clairement leur hostilité envers l'Iran. De façon telle d'ailleurs qu'on se demande si en réalité ce n'est pas là leur seule motivation. Jusque-là en effet on pouvait encore penser que ce sont des revendications purement internes, tout à la fois politiques et économiques, qui rendent compte pour l'essentiel des troubles dans ce pays. A ce point de vue, ce sont l'incurie et la corruption de la classe politique qui devenues avec le temps intolérables aux yeux de la population, ou du moins d'une grande partie d'elle, ont poussé à l'insurrection, car en Irak, c'est bien de cela qu'il s'agit. Si les causes internes prévalent effectivement, alors la ligne de démarcation passe effectivement entre quasiment tout un peuple et sa classe politique. Mais dans cette hypothèse, les régions en mouvement, dont Baghdad et le sud du pays, n'auraient pas retenti de slogans hostiles au seul Iran. Un soulèvement qui part sur des revendications sociales, avant de se politiser, se garderait ensuite de désigner un pays étranger comme son ennemi principal, comme la cause de tous ses maux, de même que s'il était occupé par lui.

Suite en page 3

Large condamnation de la résolution du Parlement européen sur «la situation en Algérie»

Front uni contre l'ingérence extérieure



Plusieurs instances officielles, partis politiques, organisations et associations nationales, ont dénoncé vigoureusement cette résolution, la qualifiant d'«ingérence flagrante dans les affaires internes et de provocation à l'encontre du peuple algérien». A ce propos, l'Algérie condamne et rejette «dans le fond et dans la forme» l'immixtion «flagrante» du Parlement européen dans ses affaires internes. Lire page 2

Tizi Ouzou

Volontariat des habitants pour l'entretien du collège de leurs enfants

Page 24

Pièce de théâtre en tamazight présentée à Alger
«Radjaïn... radjaïn... !» ou la connexion de la jeunesse au serment des martyrs de la révolution

Page 13

Large condamnation de la résolution du Parlement européen sur «la situation en Algérie»

Front uni contre l'ingérence extérieure

■ Plusieurs instances officielles, partis politiques, organisations et associations nationales, ont dénoncé vigoureusement cette résolution, la qualifiant d'«ingérence flagrante dans les affaires internes et de provocation à l'encontre du peuple algérien». A ce propos, l'Algérie condamne et rejette «dans le fond et dans la forme» l'immixtion «flagrante» du Parlement européen dans ses affaires internes.



Par Meriem Benchaouia

Le Parlement européen a adopté jeudi une résolution sur la situation en Algérie, a annoncé cette institution son site Internet. Les eurodéputés «très inquiets de la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales en Algérie», «condamnent fermement les arrestations arbitraires et illégales ainsi que l'emprisonnement, les attaques et les intimidations de journalistes, syndicalistes, avocats, étudiants, défenseurs des droits de l'homme et de manifestants pacifiques qui prennent part aux manifestations d'Hirak». La résolution, qui comporte quatorze demandes, a été initiée par des parlementaires socialistes. Des députés européens libéraux et démocrates ont vite adhéré. A cet effet, les réactions n'ont pas tardé à se faire entendre. Plusieurs instances officielles, partis politiques, organisations et associations nationales ont dénoncé vigoureusement cette résolution, la qualifiant d'«ingérence flagrante dans les affaires internes et de provocation à l'encontre du peuple algérien». A ce propos, l'Algérie condamne et rejette «dans le fond et dans la forme» l'immixtion «flagrante» du Parlement européen dans ses affaires internes et se réserve le droit de procéder à un examen général de ses relations avec l'ensemble des institutions européennes, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «L'Algérie condamne et rejette dans le fond et dans la forme cette immixtion flagrante dans ses affaires internes et se réserve le droit de procéder à un examen général et attentif de ses relations avec l'ensemble des institutions européennes, à l'aune de ce que ces institutions confèrent effectivement aux valeurs de bon voisinage ouvert, de coopération franche et de dialogue mutuellement respectueux», conclut le communiqué du MAE. De son côté, l'Assemblée populaire nationale a dénoncé, dans un communiqué, la résolution adoptée par le Parlement européen qui «vient au moment où le peuple algérien s'apprête à aller aux urnes pour choisir un président de la République après un Hirak pacifique et un accompagnement, hautement pro-

fessionnel, de la part de l'Armée nationale populaire et des différents corps de sécurité, une fois achevés les instruments juridiques et les cadres réglementaires devant assurer la liberté, la transparence et la régularité de l'opération électorale dans le cadre d'un processus démocratique traduisant le changement que connaît l'Algérie». Le président du Conseil de la nation par intérim, Salah Goudjil, a affirmé lui aussi, que la Chambre haute du Parlement rejetait les agendas étrangers dictés à l'Algérie, soulignant, dans ce cadre, l'indépendance de la décision politique de l'Algérie. «Nous rejetons les agendas étrangers dictés à l'Algérie et nous espérons que le peuple algérien donnera au monde une leçon à travers sa participation massive à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, et qui sera une



P.MO.R.

réponse à même de permettre aux Algériens de lever haut la tête», a-t-il déclaré dans son allocution d'ouverture d'une plénière au Conseil de la nation. Pour sa part, le président du CNDH, Bouzid Lazhari, a affirmé que le CNDH «s'interroge sur la source des informations contenues dans la résolution, lesquelles font état d'arrestations arbitraires sans toutefois en fournir des preuves», estimant qu'«il aurait été plus judicieux pour la partie qui est derrière ces informations de les fournir au CNDH, qui a toutes les prérogatives pour enquêter sur les allégations relatives aux droits de l'Homme». De son côté, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, ministre de la Culture par intérim, Hassen Rabehi, avait mis en garde que l'Algérie, en tant qu'institutions et peuple, n'ad-

aucune tentative d'ingérence dans ses affaires internes, appelant les différents partenaires à respecter ce principe. «Il est admis dans l'esprit de l'UE ainsi que de tous nos partenaires étrangers que l'Algérie s'attache au principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays, tout comme elle n'admet pas, en tant qu'institutions et peuple à ce qu'il puisse avoir une interférence dans ses affaires intérieures», a affirmé M. Rabehi. Par ailleurs, lors d'un meeting populaire animé, jeudi, à Ghardaïa, le candidat à la présidentielle du 12 décembre, Abdelmadjid Tebboune, a condamné l'ingérence du Parlement européen dans les affaires internes de l'Algérie, l'exhortant à s'intéresser davantage aux crimes «bar-bares» perpétrés par Israël à l'encontre de

Palestiniens innocents. Au volet international, la Haute représentante de l'Union européenne, donc voix officielle de l'UE pour la politique étrangère et la sécurité, Federica Mogherini, a insisté sur le «respect total» de l'Union à la souveraineté et l'autonomie de l'Algérie, «un pays voisin mais aussi un partenaire politique et économique».

L'Espagne qualifie la situation actuelle de «question interne»

L'Espagne «appuie» l'élection présidentielle du 12 décembre prochain, a indiqué jeudi à Alger le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande-Karlaska, relevant que la situation actuelle en Algérie est une «question interne». «L'Espagne a toujours considéré (concernant la situation en Algérie) qu'il s'agit d'une question interne, et le gouvernement espagnol appuie le processus électoral qui va se tenir le 12 décembre prochain», a souligné le ministre espagnol dans une déclaration à la presse à l'issue de son entretien avec le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salaheddine Dahmoune. Le ministre espagnol qui répondait à une question sur l'annonce d'une réunion du Parlement européen consacrée à la situation en Algérie, a précisé que son pays a un rôle de «modérateur» avec l'Union européenne.

M. B.

13^e jour de campagne électorale

Jeunesse, présidentielle et rejet de l'ingérence évoqués par les candidats

La prise en charge des préoccupations de la jeunesse, une forte participation à l'élection présidentielle du 12 décembre et le rejet de l'ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Algérie, ont été parmi les points essentiels évoqués hier par les candidats à cette élection. En effet, la campagne électorale est entrée dans son treizième jour avec des candidats qui poursuivent leurs sorties dans différentes régions du pays, souvent sur fond de tension, animant des meetings et tentant de convaincre le maximum d'électeur.

Ainsi, le candidat Abdelaziz Belaid qui a tenu hier un meeting à M'sila, a refusé toute ingérence étrangère dans les affaires internes du pays. Commentant la réunion du Parlement européen, il a déclaré : «Les mercenaires du Parlement européen ne pourront rien faire parce que le peuple algérien est uni». Il a souligné que «les problèmes internes de l'Algérie ne concernent que l'Algérie». Dans le même contexte, il a ajouté que «l'Algérie a obtenu son indépen-

dance et n'accepterait pas une ingérence étrangère qui œuvre pour briser l'économie nationale». Le président du parti Front el Moustakbal a lâché : «L'ère de "affame ton chien, il te suivra" est révolue», allusion à la fameuse phrase de Ahmed Ouyahia, ancien Premier ministre, actuellement en détention à la prison d'El-Harrach. Il ne manquera pas de souligner que «la bureaucratie qui gangrène tous les secteurs et la société a fortement contribué à propager la corruption». Il a également affirmé que l'élection présidentielle du 12 décembre sera «le jour de sortie de la crise que traverse le pays et le point de départ d'une Algérie bâtie sur la justice, l'égalité et de véritables institutions».

Le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune qui a fait une nouvelle halte hier, a dénoncé jeudi passé l'ingérence du Parlement européen dans les affaires intérieures de l'Algérie, invitant cette institution à s'intéresser, plutôt, «aux crimes sauvages et inhumains perpétrés quotidiennement à l'encontre des Palestiniens innocents».

Lors d'un meeting à Ghardaïa il a évoqué la question de la jeunesse, estimant que la sécurité et la stabilité du pays étaient tributaires du prompt passage du flambeau aux jeunes et de la forte participation au scrutin.

Le candidat Ali Benflis a commenté la résolution adoptée jeudi par le Parlement européen sur la situation des libertés en Algérie, déclarant que «ce qui se passe en Algérie est une affaire interne». «L'Algérie est un Etat indépendant et uni, capable de résoudre ses problèmes toute seule et n'accepte aucune ingérence dans ses affaires internes», a-t-il soutenu. Le président du parti Talaie et Hourriyet a qualifié la catégorie des jeunes de «mains et cerveaux à même de développer le pays», promettant de leur confier «des responsabilités les plaçant à l'avant-garde dans le processus d'éducation du pays, et ce, en leur ouvrant les voies pour accéder aux postes clés». Le candidat Azzedine Mihoubi a également consacré une partie de son programme à la jeunesse, s'engageant à installer, s'il venait à être

élu président de la République, le Conseil supérieur de la jeunesse. Il a insisté, à ce propos, sur la révision de l'ensemble des mécanismes de gestion de l'Etat afin que les jeunes puissent bénéficier de leurs droits, à savoir l'emploi, l'accès aux postes clés et l'opportunité de devenir des producteurs réels. Mihoubi a saisi cette occasion pour dénoncer l'ingérence du Parlement européen dans les affaires intérieures du pays. «Ils veulent faire le procès de l'Algérie. Qu'ils traitent les problèmes de leurs rudes d'abord», a-t-il martelé. Pour le candidat Bengrina, la réforme de l'éducation est la condition sine qua non pour réaliser le développement socio-économique, promettant de doter les établissements de l'éducation de tous les équipements pédagogiques et de fonctionnements nécessaires. Bengrina a déclaré que c'est le peuple qui doit décider de son destin dans le cadre d'élections transparentes et régulières.

Louiza Ait Ramdane

En visite au Commandement de la Garde républicaine

Gaïd Salah réitère les positions de l'ANP sur la stabilité de l'Algérie

«Les marches pacifiques enregistrées à travers tout le pays, lors desquelles les fidèles enfants de notre peuple se sont tenus en rangs serrés pour soutenir le processus électoral et appuyer l'Armée nationale populaire dans ses positions», reflètent «un degré élevé de maturité chez les enfants de l'Algérie et leur conscience des machinations, complots et conspirations qui se trament contre elle». C'est ce qu'a déclaré Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), dans une nouvelle allocution.

Par Lynda Naili

A ce titre, lors d'une visite de travail et d'inspection effectuée au Commandement de la Garde républicaine, Gaïd Salah, réaffirmant que le Haut Commandement de l'ANP «n'a aucune autre ambition que de veiller à la quiétude et la sérénité des Algériens et à la préservation de la stabilité de l'Algérie face à l'instigation des ennemis et des conspirateurs», a indiqué que «les marches pacifiques enregistrées à travers tout le pays, lors desquelles les fidèles enfants de notre peuple se sont tenus en rangs serrés pour soutenir le processus électoral et appuyer l'Armée nationale populaire dans ses positions, adhérant à son approche constructive pour surmonter cette phase sensible que traverse le pays, reflètent un degré élevé de maturité chez les enfants de l'Algérie et leur conscience des machinations, complots et conspirations qui se trament contre elle, afin d'entraver la marche de l'Algérie et de tous les Algériens».

Ces marches, peut-on lire sur le communiqué de la Défense nationale rendant public le discours du général de corps d'Armée, «reflètent, par ailleurs, l'ancrage des valeurs de dévouement et de fidélité qui les animent et leur patriotisme sincère, et leur fierté d'appartenir à l'Algérie des sacrifices, des hauts faits et des véritables prin-

cipes nationalistes desquels ils ne dévieront jamais quels que soient les défis et les enjeux». «Une position qui, dira-t-il, confère à notre peuple davantage de grandeur et d'honneur, une position noble qui reflète son authenticité, son amour de la patrie et sa disposition à lui offrir ce qu'il a de plus cher». Ce qui pour le chef d'état-major est «une adhésion populaire sincère et dévouée qui a mis en exergue la cohésion et la solidarité entre le peuple et son armée, dont les liens ne se sont jamais rompus et ne le seront jamais».

Les présidentielles, un «projet nationaliste novembriste qui mettra l'Algérie indubitablement sur la bonne voie»

Evoquant les présidentielles du 12 décembre, le général de corps d'Armée a indiqué que «le peuple algérien, appuyé par son armée qui l'a accompagné de manière sincère et constante dans son élan pacifique pour atteindre ses aspirations légitimes, et qui s'acquitte de ses missions pour préserver la sécurité et la stabilité du pays, protéger les frontières nationales, sauvegarder l'intégrité territoriale et l'unité populaire, a accompli d'énormes avancées sur la voie de la concrétisation de la volonté populaire qui se réalisera grâce à



Allah le Tout-Puissant lors de la prochaine échéance électorale du 12 décembre, par l'élection, en toute liberté et intégrité, du prochain président de l'Algérie». Et d'affirmer, dans ce contexte, que «les efforts consentis par tous les hommes dévoués dans les différentes institutions de l'Etat, à leur tête l'ANP, méritent la reconnaissance de tout un chacun». «Les ennemis (de l'Algérie) savent pertinemment que l'union et la cohésion entre le peuple et l'armée sont le garant de la sécurité de notre pays». Et à Ahmed Gaïd Salah de rappeler «la machination abjecte qui ciblait l'Algérie et qui a été décelée grâce à la conscience de l'ANP de la portée de ces desseins tendancieux et grâce à la conscience du peuple algérien de leur gravité». «J'ai eu à mettre en

garde, auparavant dans mes précédentes interventions, contre une machination abjecte qui cible l'Algérie. Nous avons réussi, grâce à Allah, à la déceler et à avorter le complot que tramaient la bande et les ennemis de l'Algérie. Ainsi et grâce à notre conscience, au sein de l'ANP, de la portée de ces desseins tendancieux, et à la prise de conscience par le peuple algérien de leur gravité, nous avons pu les déjouer, soucieux que nous sommes de l'intérêt du pays et de notre engagement à le protéger et à le défendre en toutes circonstances», a-t-il expliqué avant d'affirmer que «ces ennemis qui savent pertinemment que l'union et la cohésion entre le peuple et l'armée sont le garant de la sécurité de notre pays».

L. N.

41^e vendredi de marches citoyennes

Les hirakistes entament leur dixième mois de protestation pour le changement

Les hirakistes sont déterminés plus que jamais à aller jusqu'au bout de leur mouvement. Avec la marche d'hier, ils ont entamé le 10^e mois de protestation pacifique, depuis le 22 février dernier. Les slogans ainsi que les revendications n'ont cessé d'évoluer selon les changements apportés sur la scène politique algérienne. Ces derniers mois, une revendication domine toutes les marches dans les différentes villes du pays, celle du rejet de l'élection présidentielle. En effet, le rendez-vous du 12 décembre approche à grands pas, mais les citoyens appellent à son annulation et à le boycotter. Ils estiment que ce n'est pas le moment d'organiser un tel événement crucial pour l'avenir de notre pays puisque les symboles de l'ancien système sont toujours libres et exercent leur mission normalement. A Alger, lors de ce 41^e vendredi,



dès 10h du matin, des milliers de citoyens ont commencé à se regrouper au centre-ville. Après la prière du vendredi, les marcheurs ont commencé à sillonner les différentes rues de la capitale. La police, présente en force, a tenté de les disperser, mais les manifestants ont gardé

leur calme, scandant «Makanch el vote maa el khawana» (Pas de vote avec les traîtres) ou encore «Makanch el qanoun, makanch aadala ohé ohé makanch el vote» (Puisqu'il n'y a ni loi ni justice, alors il n'y aura pas de vote). Brandissant une longue banderole avec les portraits des

détenus du hirak, les manifestants ont rendu hommage à tous les manifestants qui purgent une peine derrière les barreaux pour avoir brandi le drapeau amazigh ou exprimé leur opposition à tel ou tel candidat à l'élection présidentielle du 12 décembre. Lors de cette nouvelle marche, les manifestants ont également exigé une Algérie libre et démocratique, un pays de droit, une justice indépendante, une presse non muselée et l'application des articles 7 et 8 de la Constitution. Des marches similaires ont eu lieu dans d'autres wilayas, comme à Oran et Bouira, où des milliers de personnes ont manifesté dans le centre-ville. «Leblad bladna, dawla madania, makanch el vote» (l'Algérie est notre pays, pour un Etat civil, il n'y aura pas de vote), scandaient les manifestants. Mêmes images à Tizi-Ouzou, où des citoyens ont

LA QUESTION DU JOUR

Irak, l'insurrection anti-iranienne

Suite de la page une

La réalité est que si l'Irak est occupé, ce n'est pas par l'Iran mais par les Etats-Unis. C'est ainsi que les responsables américains de premier plan ne se donnent même plus la peine de passer par Bagdad quand ils voyagent en Irak, mais débarquent directement à l'emplacement de leurs troupes, comme l'a fait récemment Mike Pence. C'est à peine si ensuite ils appellent au téléphone leurs homologues irakiens. Or ce n'est pas le départ des Américains qu'exigent les insurgés irakiens, mais celui des Iraniens. Tout se passe donc pour le moment en Irak comme si les forces hostiles à l'Iran avaient fini par se soulever. Mieux, comme si elles seules occupaient les rues, à ceci près qu'elles ont pris soin de faire d'avancer des demandes étudiées pour obtenir l'appui de l'écrasante majorité des Irakiens. Avec l'incendie du consulat iranien à Najaf, la donne change, ou plutôt achève de se clarifier. Ce ne sont plus les Irakiens qui quasiment dans leur ensemble exigent le changement du régime politique, mais les forces hostiles à l'Iran qui entendent en finir avec son influence. Pour elles donc, c'est une seule et même chose de s'en prendre à cette influence et d'exiger le départ de la classe politique, coupable justement à leurs yeux d'être à la dévotion de l'Iran. De ce fait, c'est un autre clivage qui prend forme, et qui lui menace de dresser les pro-iraniens contre les anti-iraniens. Une situation comparable à bien des égards à celle de la Syrie au plus fort de sa guerre à la fois civile, régionale et même jusqu'à un certain point mondiale. Mais pour l'heure le pays le plus proche de connaître la même crise, ce n'est pas la Syrie, mais le Liban, divisé lui aussi entre pro-iraniens et anti-iraniens, en plus d'être lui aussi en pleine effervescence.

M. H.

exprimé leur opposition au rendez-vous du 12 décembre, scandant «Oulach, oulache, oulache el vote oulach» (il n'y aura pas de vote), dénonçant les nombreuses interpellations et réclamant la liberté «Talbine el houria», ils ont aussi déploré la crise dans laquelle se trouve l'Algérie aujourd'hui, scandant «Ya Amirouche, ya Si El Haoues, dzayer machi labas» (Amirouche, Si El Haoues l'Algérie ne va pas bien). Enfin, les manifestants ont exprimé leur attachement à leur mouvement pacifique et promettent de multiplier les sorties. Ils ont également appelé les citoyens à participer aux marches des 11, 12 et 13 décembre.

Thinhenine Khouchi

Thème d'une journée d'étude à Alger

La révision des décisions de la Cour suprême et du Conseil d'Etat sous diagnostic

■ La révision des décisions de la Cour suprême et du Conseil d'Etat a été, jeudi à Alger, le thème d'une journée d'étude organisée par l'Ordre des avocats d'Alger en collaboration avec la Cour suprême en partenariat avec l'Etablissement allemand pour la collaboration juridique internationale et l'Instance fédérale des avocats en Allemagne.

Par Safy T.

Cette rencontre «première du genre» en Algérie vise, selon les organisateurs, à débattre d'une question d'importance «majeure» en ce sens que les

Ain Témouchent Le petit-fils de Djamel Ould Abbès condamné à six mois de prison ferme

LE TRIBUNAL d'Ain Témouchent a condamné le petit-fils de l'ancien secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN) Djamel Ould Abbès, à une peine de six mois de prison ferme assortie d'une amende de 200 000 DA dans une affaire de «constitution d'association de malfaiteurs», «outrage à corps constitués», «humiliation de fonctionnaires», «atteinte à la vie privée des personnes» et «diffamation». Trois autres accusés dans la même affaire ont été acquittés. Les quatre prévenus sont poursuivis dans une affaire de création d'une page sur le réseau social Facebook qui avait suscité une controverse au niveau local et a comporté des accusations à l'encontre de responsables locaux, selon les faits du procès. Le procureur général près le tribunal d'Ain Témouchent avait requis, jeudi dernier, une peine de trois années de prison ferme et 200 000 DA d'amende à l'encontre du petit-fils de l'ancien secrétaire général du FLN, qui porte le même nom et prénom, et des trois autres accusés dans cette affaire.

R. N.



décisions de la Cour suprême et du Conseil d'Etat sont définitives et non susceptibles de révision, sauf stipulations de mécanismes précis par la loi, notamment à la lumière des expériences de pays étrangers comme l'Allemagne et la Tunisie. Dans une allocution

d'ouverture, le premier président de la Cour suprême, Abderrachid Tabi, a affirmé que «le chemin le plus court en matière de droit était de se référer aux expériences réussies dans d'autres pays» mettant en avant l'intérêt d'un débat fructueux pour pallier le

déficit des mécanismes et outils législatifs actuels. Il a préconisé, dans ce sens, l'unification et la conjugaison des efforts pour dégager les solutions idoines aux questions juridiques en suspens afin d'assurer les garanties juridiques nécessaires d'un pro-

cess équitables garantissant les droits de toutes les parties. Soulignant que la Cour suprême, en tant que Cour de cassation en tête de la pyramide judiciaire, avait constitutionnellement, une mission de redressement de l'action des différentes juridictions ordinaires et d'unification de la jurisprudence, il a précisé qu'elle contribue en outre à l'actualisation des textes législatifs et apporte des solutions «calquées» à travers l'exercice et la jurisprudence judiciaire. De son côté, le bâtonnier d'Alger, M^e Abdelmadjid Selini, a indiqué que cette rencontre permettra de connaître l'expérience «pionnière» de l'Allemagne en matière de révision des décisions définitives rendues par la Cour Suprême en cas d'omission, par inadvertance, d'un droit en faveur d'une partie donnée, et les mécanismes de rattrapage de telles erreurs. Outre l'exposé des deux expériences, allemande et tunisienne en matière de réexamen des décisions de la Cour suprême et aux problématiques de reconsidération, l'ordre du jour de cette rencontre porte également sur la question de la révision des décisions pénales et administratives, en sus d'une autre thématique sous le thème «Vers la réhabilitation du recours encasement devant le Conseil d'Etat».

S. T./APS

Code de procédure pénale

Permettre aux autorités de lutte contre la criminalité d'accomplir pleinement leurs missions

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Belkacem Zeghmati, a affirmé que le projet de code de procédure pénale, adopté jeudi au Conseil de la nation, permettra aux autorités en charge de la lutte contre la criminalité, d'accomplir «pleinement» leurs missions et levera toutes les contraintes à la mise en mouvement de l'action publique en matière de lutte contre le crime financier. S'exprimant à l'issue de l'adoption par les membres du Conseil de la nation du projet de loi portant code de procédure civile, lors d'une plénière présidée par le président du Conseil par intérim, Salah Goudjil, en présence de plusieurs membres du gouvernement, M. Zeghmati a précisé que ce texte vise à lever toutes les contraintes à la mise en mouvement de l'action publique en matière de lutte contre le crime financier, en tête duquel figurent les crimes de corruption, et à augmenter l'efficacité de notre système pénal et de la performance des instances

chargées de la lutte contre la criminalité. Il permet, en outre, de «travailler à nouveau conformément aux règles et principes juridiques consacrés en matière d'investigations et de poursuites», et de «permettre à la justice d'asseoir son contrôle sur tous les corps de la police judiciaire dans le cadre du souci permanent d'équilibre entre la préservation des droits et des libertés et la protection de la société contre le crime», a ajouté M. Zeghmati. Pour le ministre, cette adoption «est une consécration de la démarche gouvernementale visant la mise en place de mécanismes juridiques permettant aux institutions de l'Etat de recourir leurs prérogatives constitutionnelles et la levée de tous les obstacles à l'accomplissement de leurs missions pleinement». Cette loi, a-t-il poursuivi, «vient asseoir les fondements d'une nouvelle ère dans la lutte contre toutes les formes de corruption et contre la complaisance et la négligence dans

la préservation du denier public». Ils agissent également de permettre aux autorités chargées de la lutte contre la criminalité d'accomplir pleinement leurs missions en matière de recherche d'investigation dans différentes formes de crime, et d'associer toutes les composantes de la société à la moralisation de la vie publique pour la protection du denier public, a-t-il expliqué. Concernant la Présidence du 12 décembre, le ministre de la Justice a souhaité voir cette échéance constituer «une réussite tous azimuts, en consécration de la volonté populaire à l'édification d'un avenir prometteur pour notre pays et nos enfants, un avenir impliquant toutes les franges de notre peuple sans distinction, ni marginalisation aucune», et qui «ouvre la voie à une nouvelle ère fondée sur la suprématie et la souveraineté de la loi, et où les institutions de l'Etat recouvrent leurs prérogatives et la confiance du citoyen».

Halim Y.

Effondrement d'une habitation à Mascara

Un autre corps sans vie retiré des décombres

Un autre corps sans vie a été retiré des décombres, suite à l'effondrement d'une habitation jeudi dans la ville de Mascara, portant le bilan de l'accident à deux morts et un blessé, a-t-on appris des services de la Protection civile. Le chargé de la communication à la direction de la Protection civile de lawilaya a indiqué que les sapeurs pompiers ont retiré le corps d'une jeune fille âgée de 18

ans, qui a été déposée à la morgue de l'hôpital «Meslem Tayeb» de Mascara. L'effondrement de cette bâtisse de trois étages sise dans le quartier «Baba Ali» a fait deux morts, en l'occurrence le propriétaire de l'habitation âgé de 50 ans et sa fille. L'épouse du propriétaire s'en est sortie avec des brûlures de deuxième degré et a été transférée au service des urgences de l'hôpital «Meslem Tayeb» avant

d'être évacuée vers le CHU d'Oran où elle est hospitalisée au niveau du service des soins intensifs, a-t-on fait savoir. L'effondrement total de cette bâtisse, survenu jeudi aux alentours de 7 heures du matin et qui a endommagé des habitations voisines, est dû à une explosion engendrée par une fuite de gaz, selon les premiers éléments d'information recueillis auprès de la Protection civile. Sitôt alerté, le

wali de Mascara s'est rendu au lieu du sinistre en compagnie des responsables des services de sécurité, où il a ordonné l'ouverture d'une enquête approfondie sur les causes de l'accident et la prise en charge totale des victimes. Les services concernés ont procédé à la démolition de ce qui restait de l'habitation et l'enlèvement des décombres.

H. Y.

Forum des pays exportateurs de gaz / Malabo

Arkab participe à la réunion ministérielle extraordinaire du GECF

■ Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a pris part, jeudi à Malabo (Guinée équatoriale), à la réunion ministérielle extraordinaire du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), qui a tenu son 5^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement hier, indique un communiqué du ministère.

Par Salem K.

Dans son intervention, le ministre a relevé l'importance du Forum qui a évolué d'une plateforme de discussion informelle à une organisation intergouvernementale. Se félicitant de cette évolution, il a souligné que la réunion de Malabo est une «opportunité» pour lui impulser «une nouvelle dynamique de coopération dans le but notamment de mettre à nos profits les synergies entre les pays membres, intensifier les échanges d'expériences et d'expertise, de déployer les leviers idoines pour la promotion des usages du gaz naturel et d'établir un dialogue constructif et fructueux entre les différents acteurs du marché gazier». «Nous sommes convaincus que le

GECF continuera à gagner en importance dans le gaz naturel qui constitue une énergie de choix pour le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement», a-t-il dit, affirmant que «l'Algérie est honorée d'accueillir la prochaine réunion ministérielle et qu'elle ne ménagera aucun effort pour donner au Forum tout le rôle qui lui appartient sur la scène internationale». A rappeler que lors de la 21^e réunion ministérielle du Forum, tenue en octobre 2019, à Moscou (Russie), les ministres ont approuvé la proposition de tenir la 22^e réunion ministérielle du GECF en Algérie en novembre 2020 et désigné le ministre de l'Energie en tant que président du Forum pour l'année prochaine. En marge de ce sommet, M. Arkab a eu également des entre-



PH.D.R.

tiens avec ses homologues omanais, M. Mohammed ben Hamad Al-Roumi, équato-guinéen, M. Gabriel MbagaObiang Lima, le Vénézuélien M. Manuel Quevedo et le secrétaire d'Etat angolais du pétrole, M. Jose Alexandre Barroso. Les entretiens entre les

parties ont porté sur l'examen de l'état de l'évolution des marchés internationaux du gaz et ses perspectives. Il a rencontré également un groupe d'anciens étudiants équato-guinéens qui ont poursuivi leurs études en Algérie.

Entrepreneuriat

Le Vietnam parmi les 20 premiers marchés au monde pour les femmes entrepreneurs

Le Vietnam figure parmi les 20 marchés les plus importants au monde pour les femmes entrepreneurs, selon le rapport de «Mastercard Index of Women Entrepreneurs» publié récemment. L'indice montre également que le Vietnam figure parmi les cinq principaux marchés en termes d'emprunt ou d'épargne

de femmes pour créer une entreprise et d'accès aux services et produits financiers et à l'enseignement supérieur, selon le rapport relayé hier par la presse locale. Dans la région Asie-Pacifique, les femmes indonésiennes, philippines et vietnamiennes ont atteint la parité avec les hommes en ce qui concerne

leur volonté de se lancer dans l'entrepreneuriat, a indiqué le rapport. Le Vietnam fait partie des quatre marchés les plus importants en termes de capacité des femmes à s'épanouir en tant que dirigeantes d'entreprises ou professionnelles. Basé sur des données accessibles au public provenant d'organisations

internationales telles que l'Organisation internationale du Travail, l'Unesco et le Global Entrepreneurship Monitor, cet indicateur suit les progrès et les réalisations des femmes entrepreneurs et des chefs d'entreprise sur 58 marchés à travers le monde.

S. K.

Inde

Le marché des services informatiques s'élève à 13,3 milliards de dollars en 2019

Le marché indien des services informatiques et technologies de l'information devrait atteindre 13,3 milliards de dollars à fin 2019, soit une augmentation de 6,9 % par rapport à l'année précédente, a indiqué un rapport publié jeudi. «Les principaux opérateurs du secteur ont déjà pris des mesures pour la mise à niveau de la main-d'œuvre en informatique du pays, et cela devrait encore augmenter la chiffre d'affaires du secteur», selon le rapport «Worldwide Semiannual

Services Tracker». Plusieurs fournisseurs et les start-up se sont associés pour créer des pôles d'innovation, partager des idées et collaborer afin de créer une plus grande synergie dans le cadre de projets de recherche, a constaté le rapport. En 2020, le marché des services informatiques et entreprises devrait croître de 6,8 % pour atteindre 14,2 milliards de dollars, prévoit le rapport. «Aujourd'hui, le pays devra assurer une adaptation rapide et efficace au nouvel environnement numé-

rique, ce qui pourrait être réalisé par le développement de nouvelles compétences et l'exécution de modèles complexes dans les domaines de l'Internet des objets et de la robotique», note le document. L'Inde est devenue un géant des services informatiques avec ses 4 millions d'informaticiens basés notamment à Hyderabad et Bangalore, surnommée la «Silicon Valley indienne».

Dalil G.

Energie

Gazprom souffre au 3^e trimestre mais s'en sort sur l'année

Le géant russe Gazprom a annoncé hier une chute vertigineuse de 43 % de son bénéfice net au 3^e trimestre suite à une demande européenne en berne, mais connaît néanmoins une croissance honorable sur neuf mois. La baisse des prix du gaz et des volumes vendus à l'Europe a fait fondre le profit au troisième trimestre 2019 sur un an à 228 milliards de roubles (3,2 milliards d'euros). Mais, selon les résultats publiés hier, le groupe contrôlé par l'Etat russe dégage toujours un bénéfice net en hausse de 4 % à 1 107 milliards de roubles (15,7 milliards d'euros au taux actuel) sur les neuf premiers mois de 2019 par rapport à la

même période en 2018. Autres mauvaises nouvelles du 3^e trimestre, le bénéfice d'exploitation a perdu 6% à 192 milliards de roubles et le chiffre d'affaires a diminué de 16 % à 1 622 milliards de roubles. Dans un communiqué, Gazprom a souligné «la baisse des volumes de gaz vendu et la baisse des prix moyens des ventes de gaz à l'Europe». Les ventes de gaz à destination de l'Europe et de la Turquie ont toujours assuré l'essentiel des bénéfices de l'héritier du ministère soviétique du Gaz. Elles étaient au troisième trimestre en baisse de 37 % à 587 milliards de roubles. Ces résultats mesurent l'évolution par rapport à 2018, année où le groupe

avait enregistré des ventes de gaz record à l'Europe – où sa part de marché atteint environ un tiers de la consommation totale – malgré les tensions géopolitiques et les appels de l'Union européenne à la diversification des sources d'approvisionnement. Gazprom s'apprête à lancer trois gazoducs majeurs : «Force de Sibérie» qui doit livrer la Chine, nouveau marché pour Gazprom, ainsi que deux gazoducs – le germano-russe Nord Stream 2 et le turco-russe Turkish Stream – contournant l'Ukraine pour approvisionner l'Europe sans être dépendant des relations exécrables entre Kiev et Moscou.

Ghani T.

Chili

La BC annonce injecter 20 milliards de dollars pour freiner la chute du peso

LA BANQUE centrale du Chili a annoncé l'injection de 20 milliards de dollars dans l'économie, avec notamment un programme de vente de devises jusqu'à fin mai 2020, pour freiner la dégringolade du peso qui a connu jeudi un nouveau record à la baisse. L'institution monétaire a annoncé dans un communiqué qu'elle avait «décidé d'intervenir sur le marché des changes pour un montant maximum de 20 milliards de dollars, à compter de lundi 2 décembre et jusqu'au 29 mai 2020», avec une «vente de dollars (sur le marché des changes) pour un montant maximum de 10 milliards de dollars» et une «vente d'instruments de couverture (de risque) pour un montant maximum de 10 milliards de dollars». La Banque centrale avait déjà annoncé le 13 novembre l'injection de 4 milliards de dollars, ce qui n'a pas permis d'endiguer la chute de la monnaie locale dans un contexte persistant de grave crise sociale. Le peso a perdu 1,1 % jeudi, atteignant un plus bas historique pour le deuxième jour consécutif, un dollar s'échangeant à la clôture contre 828,36 pesos. Pendant la journée, le peso avait même plongé à 838 unités pour un dollar, en raison de l'inquiétude des marchés face à une crise sociale qui ne s'apaise pas, conjuguée à une chute du cours international du cuivre, dont le Chili est le premier producteur mondial. Mercredi, il avait déjà perdu 1,6 % de sa valeur face au dollar, s'échangeant à 812 pesos contre un billet vert, déjà un record à la baisse. Selon la Banque centrale, en raison de la «faible indexation en dollars» de l'économie chilienne, les variations du peso n'ont pas d'effet immédiat sur les ménages et les entreprises et l'inflation va rester «modérée», en dessous des 3 %. L'institution a cependant justifié son intervention car «un degré excessif de volatilité du taux de change entrave la formation des prix, les décisions de dépenses et de production des personnes et des entreprises sur les marchés». Depuis le 18 octobre, date de l'éclatement de la pire crise sociale de ces trois décennies au Chili, la monnaie a perdu environ 15 %.

R. E.

Blida

Près de 300 locaux affectés aux promoteurs de micro-entreprises

■ Près de 300 locaux commerciaux ont été affectés, à Blida, aux promoteurs des micro-entreprises créées, grâce aux dispositifs publics de soutien à l'emploi, a-t-on appris jeudi, auprès du directeur de l'emploi de la wilaya.

Par Nassima A.

« **U**n nombre considérable de promoteurs de micro-entreprises créées grâce à un soutien de l'Ansej et de la Cnac, font face au problème de cherté du foncier et des frais élevés de location », a indiqué Mohamed Kacem, en marge de l'ouverture de journées d'information sur les dispositifs de soutien à l'emploi, expliquant ce fait comme étant à l'origine de l'affectation de près de 300 locaux commerciaux à cette catégorie de jeunes investisseurs. Ces locaux, relevant de l'Office national de promotion et de gestion immobilière (OPGI) sont repartis à travers les communes d'El Afroune et Oued Djer à l'ouest, et Larbaâ, Meftah et Chebli à l'est, et ce dans l'attente de l'affectation d'un nouveau quota, en la matière, après parachèvement de l'opération de recensement des locaux inexploités, lancée par l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL), a fait savoir la même source. Le même responsable, qui a fait part de la délivrance, à ce jour, de 40 décisions d'affectation de locaux, a signalé la constitution d'une commission de wilaya en charge de l'examen de la totalité des demandes, en accordant « la priorité », a-t-il dit, « aux activités n'ayant pas d'impact sur l'environnement et ne constituant pas une source de désagréments pour les populations riveraines », a-t-il souligné. A signaler parmi les contraintes entravant cette opération, l'engagement imposé aux bénéficiaires pour le versement régulier de leurs impôts, au même

titre que leurs cotisations sociales. Une condition non remplie par une majorité des bénéficiaires, qui a fait l'objet d'une requête introduite auprès du ministère de tutelle, pour lui trouver une solution légale. Pour M. Kacem, « ce nouveau soutien est de nature à réduire les charges financières induites par le problème de location ou acquisition de locaux, qui entravent le développement des activités de ces jeunes investisseurs », a-t-il estimé. Ces portes ouvertes, abritées conjointement par les CFPA « Ait Ali Khaled » de Boufarik et « Yekhlief Mouloud », et l'Institut national spécialisé en agroalimentaire de Sidi Abdelkader, à l'initiative des dispositifs d'emploi de la wilaya, se poursuivront jusqu'au 5 décembre prochain. Outre la promotion des diffé-



rentes offres et prestations assurées par ces dispositifs, la manifestation donnera lieu à la présentation de modèles réussis de

micro entreprises, parallèlement à l'animation de conférences et l'organisation de sessions de formation, sur les techniques de

recherche d'un emploi et de gestion d'un entreprise, entre autres.

N. A./APS

Souk Ahras/ Commune d'Ouled Driss

250 foyers du village raccordés au réseau de gaz

Deux-cent cinquante foyers du village de la commune d'Ouled Driss (Souk Ahras) ont été raccordés jeudi au réseau de gaz naturel dans une ambiance festive des habitants bénéficiaires. Financée par le fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, cette opération, consistant en l'extension du réseau de distribution sur une longueur de 10 km pour un investissement de 20 millions de dinars, a été concrétisée dans un délai de cinq mois, selon les explications fournies par le directeur local de l'énergie, Amar Farhati. L'opération a été présidée par le chef de l'exécutif local, Lounès Bouzegza, dans le cadre d'une sortie de terrain effectuée dans la commune d'Ouled Driss en vue d'inspecter les projets de développement dans les différents secteurs ainsi que pour répondre aux préoccupations des citoyens en matière de réalisation des routes, des établissements d'enseignement primaire et d'approvisionnement en gaz naturel, en élec-

tricité et en eau potable (AEP). Le programme de raccordement des communes de la wilaya de Souk Ahras au réseau de gaz naturel au titre de l'année 2019, qui sera entamé « prochainement », permettra d'augmenter le taux de couverture en cette matière de 76 % à 99 %. De son côté, le wali de Souk Ahras a annoncé qu'une opération de réhabilitation des routes, du réseau d'assainissement et de l'éclairage public de la commune d'Ouled Driss sera « bientôt » lancée en travaux en vue d'assurer une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens de cette collectivité locale, soulignant que les établissements scolaires de cette localité ont été dotés de quatre bus pour le transports des scolarisés sur un total de 36 bus scolaires destinés au renforcement de ce secteur. Le coup d'envoi des travaux du projet de réalisation d'une station d'alimentation en gaz naturel des mechtas de Laragbia, Grid et Zehila, a été donné par les autorités locales dans le

cadre de cette sortie sur le terrain, a-t-on relevé. Les travaux de cette opération, pour laquelle une enveloppe financière de l'ordre de 187 millions de dinars a été mobilisée, consisteront en l'extension du réseau de distribution de cette matière sur une longueur de 63 km dans le but d'approvisionner un total de 700 foyers. Lors de cette sortie, le wali Bouzegza, qui s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation du groupement scolaire « Amhamed Hadidane » de la mechta « Lahdab », a affiché son mécontentement quant à la qualité des travaux et donné des instructions pour l'envoi d'une commission technique afin d'inspecter le chantier. Il a également instruit les responsables locaux d'élaborer une fiche technique pour réhabiliter la route reliant les mechtas de « Mecharaa », « Lahdab » et de « Ras Damous », qui s'étend sur une distance de 2 km.

Samy Y.

Port de Mostaganem

Hausse du volume d'exportation de 85%

Le volume des exportations à partir du port commercial de Mostaganem a augmenté de 85% atteignant 156 000 tonnes depuis le début de l'année en cours et jusqu'à fin octobre dernier, soit une augmentation de 50 000 tonnes par rapport à l'année dernière, a-t-on appris jeudi auprès de la Direction commerciale de l'Entreprise portuaire de Mostaganem (EPM). Cette période a connu une importante relance des opérations d'export de différentes matières premières, de produits agricoles, alimentaires et chimiques, de matériel industriel et de véhicules à partir du port de Mostaganem dépassant le volume enregistré la saison écoulée

estimé à 106.000 tonnes, a-t-on souligné. Les chiffres fournis par le service statistiques de l'EPM font état d'une hausse d'exportation de l'hélium de 18 % (4 070 t) en plus de 7 390 tonnes d'argile de première qualité utilisée dans

la fabrication de batteries de véhicules, soit une hausse de 17%. Il a été procédé, à la même période, au chargement de 17 500 tonnes de grues, de véhicules, de camions et d'engins utilisés dans les travaux publics

et bâtiment destinés à des pays européens et africains. Le bilan fait état aussi de l'exportation de 1 200 tonnes de produits agricoles dont les maraichers (710 t de pomme de terre, 50 t de légumes divers), de 470 t de

dattes et de 80 t de produits agroalimentaires, ainsi que 82 000 t d'acier de construction vers le Canada et les Etats unis d'Amérique (USA), 3 400 t de verre, 2 370 t de tuyaux.

A. O.

Biskra

Plus de 31 000 hectares réservés à la céréaliculture

Une superficie de près de 31 800 hectares a été réservée dans la wilaya de Biskra à la céréaliculture au titre de l'actuelle campagne de labours-semailles 2019/2020, apprend-on jeudi du chef de service régulation de la production et soutien technique à la direction des services agricoles (DSA), Mohamed-Ali Mouwadaâ. Cette surface dépasse de 1 000 hectares celle consacrée à

la céréaliculture durant la précédente saison agricole à la faveur de l'extension des périmètres agricoles et l'exploitation de système d'irrigation par pivot, a précisé le même cadre. Le blé dur sera emblavé sur 40 % de cette superficie, l'orge sur 35 %, le blé tendre sur 20 % et la superficie qui reste sera consacrée à l'avoine, a précisé M. Mouwadaâ, ajoutant que les terres céréalières se répar-

tissent sur les périmètres agricoles des communes de Sidi Okba, Zeribet El Oued, Doucène, Lioua, Ourlal, M'illi et Loutaya. La filière céréalière qui connaît une évolution croissante a réalisé la saison passée une récolte d'un million de quintaux, a précisé le même cadre.

R. R.

Face à la grave situation au Sahara occidental occupé

Aminatou Haidar exhorte le gouvernement allemand à intervenir

■ La militante sahraouie des droits de l'Homme, Aminatou Haidar, a plaidé, à Berlin, pour l'intervention du gouvernement allemand pour changer la situation actuelle au Sahara occidental occupé, soutenant que les pays européens ne doivent pas entretenir des relations avec le Maroc, un pays expansionniste et connu pour ses violations constantes du droit international.

Par Fella Y.

Des militants sahraouis et la lauréate du prix «Nobel alternatif 2019», Aminatou Haidar, ont rencontré le commissaire aux droits de l'Homme et à l'aide humanitaire du gouvernement fédéral allemand, M^{me} Barbel Kofler, pour un échange de vues sur la situation au Sahara occidental occupé et le travail de la communauté internationale pour faire avancer le processus de décolonisation dans la dernière colonie en Afrique. Au cours de la réunion avec les responsables allemands, Haidar a exposé en détail le scénario actuel, affirmant que la situation est préoccupante face aux violations constantes commises par le Maroc dans les zones occupées et un avenir incertain en l'absence de perspectives réelles et de progrès dans les travaux de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental. M^{me} Haidar a demandé au membre du gouvernement allemand d'utiliser ses positions au niveau international pour changer la situation actuelle et de soutenir davantage l'action internationale dans la recherche d'une solution permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination. «L'Allemagne ne peut pas permettre que les droits de l'Homme soient violés au 21^e siècle, emprisonnant des innocents, torturant des militants pour la simple revendication d'un droit légitime. Les pays européens ne doivent pas entretenir des relations avec un pays expansionniste et connu pour ses violations constantes du droit international», a plaidé la militante sahraouie.

M^{me} Haidar a soutenu qu'il est également nécessaire et urgent de lancer des actions de pression afin de forcer le Maroc à libérer tous les prisonniers politiques sahraouis et de veiller à ce que le Conseil de sécurité proroge le mandat de la Minurso afin de garantir les droits fondamentaux du peuple sahraoui. «Compte tenu de la grave situation dans les zones occupées du Sahara occidental, il est nécessaire que l'ONU, mais également l'Union européenne, assume sa responsabilité d'empêcher la condamnation à des peines illégales et d'emprisonner des Sahraouis innocents», a demandé l'activiste sahraouie. Elle a dénoncé également la récente arrestation de la jeune militante sahraouie, Mahfouda Bamba Lefkir et la condamnation illégale à 12 ans de prison de l'activiste, Husein Bachir Brahim, le qualifiant d'«acte de vengeance manifeste, qui témoigne de l'escalade de la répression marocaine contre la population sahraouie à une époque délicate».

Haidar dénonce l'implication de l'UE dans le pillage des ressources sahraouies

De même, Haidar a déploré l'implication de l'Union européenne dans l'exploitation illégale des ressources naturelles et a demandé à l'Allemagne de prendre clairement la position qui s'impose pour mettre fin aux accords avec le Maroc visant l'inclusion des zones occupées du Sahara occidental. Pour la «Gandhi sahraouie», la position allemande et son soutien à la légalité internationale seront essentiels pour limiter les manœuvres de la France et son



soutien inadmissible à l'occupant marocain. Pour sa part, Barbel Kofler a été attentive aux données et les arguments présentés par l'activiste sahraouie et s'est engagée à transmettre les informations et les préoccupations à son gouvernement afin de continuer à défendre les droits universels. La réunion de travail, qui a duré plus d'une heure, fait partie du programme organisé par la Fondation «Right Livelihood Foundation» pour les droits de l'Homme et à travers lequel la militante sahraouie organise des réunions importantes dans des institutions ou universités de prestige international. La «Gandhi Sahraouie» assistera en tant qu'invitée d'honneur à la cérémonie qui se tiendra le 4 décembre à Stockholm où elle

recevra le prix Nobel alternatif en reconnaissance de son parcours de lutte pour les droits humains du peuple sahraoui et le recours à la lutte non-violente des zones occupées du Sahara occidental. Aminatou Haidar, a déjà dénoncé lundi devant le Parlement allemand (Bundestag) la grave situation des droits humains dans les zones occupées du Sahara occidental, exprimant sa plus grande préoccupation face à l'escalade des agressions et à la campagne de répression du régime d'occupation marocain contre la population civile sahraouie. M^{me} Haidar a souligné que l'intensification de la répression marocaine intervient à un moment crucial pour le processus de paix, marqué par l'absence de médiateur onusien et les

obstacles marocains au travail de l'ONU sur le dernier territoire en Afrique. La lauréate du prix «Prix Right Livelihood 2019», aussi connu comme «Prix Nobel alternatif», a demandé aux députés de différentes forces politiques allemandes et aux membres du corps diplomatique accrédités à Berlin, l'intervention urgente de la communauté internationale, en particulier des pays de l'Union européenne, pour faire face aux pratiques illégales de l'occupant marocain sur le territoire sahraoui et à prendre des mesures pour «faire respecter les résolutions des Nations unies afin que le peuple sahraoui puisse exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance». F. Y./APS

Mauritanie

Le nouveau président promet d'accélérer la lutte contre la pauvreté

Le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a promis des budgets supplémentaires pour lutter contre la pauvreté et une aide juridique gratuite pour les plus démunis, à l'occasion de la fête de l'indépendance de son pays, la première depuis son investiture début août. Les célébrations de la fête de l'indépendance, qui se déroulent chaque année dans une ville différente, ont eu lieu jeudi matin à Akjoujt, ville natale du prédecesseur de M. Ghazouani, Mohamed Ould Abdel Aziz. Une nouvelle agence nationale chargée de gérer les programmes de lutte contre la pauvreté sera mise en place «dans les tout prochains jours», a déclaré

mercredi soir le président, ancien chef d'état-major des armées, dans un discours retransmis à la veille du 59^e anniversaire de l'indépendance de cette ancienne colonie française. Cette agence sera dotée d'un budget équivalent à quelque 500 millions d'euros

sur cinq ans, a-t-il précisé. Le chef de l'Etat a également annoncé que les plus démunis pourront bénéficier d'une «assistance juridique gratuite» produigée par des avocats rémunérés par l'Etat. La proportion des pauvres parmi les quelque quatre millions d'habi-

tants de ce pays désertique a notablement baissé, passant de 44,5 % de la population à 33 % entre 2008 et 2014, dit la Banque mondiale. Mais la pauvreté persiste dans la capitale Nouakchott et certains groupes, comme les jeunes et les femmes, sont de plus en plus

marginalisés, dit-elle. L'élection de M. Ghazouani dès le premier tour le 22 juin avait mené début août à la première transition entre deux présidents élus dans ce vaste pays du Sahel secoué par de une série de coups d'Etat de 1978 à 2008.

Sabiba O./Agence

Libye

Reprise de la production sur un champ pétrolier après une brève suspension

La Compagnie libyenne nationale de pétrole (NOC) a annoncé, jeudi, la reprise de la production sur un champ pétrolier du sud-ouest du pays, après une brève suspension en raison de combats sur le site. La NOC a rapporté «la reprise de la production sur le champ d'El-Feel le 28 novembre après la cessation des activités armées», selon un

communiqué publié sur son site internet. «Aucun employé de la NOC n'a été blessé», a assuré la compagnie, faisant état de «quelques dégâts mineurs» sur des installations. Les équipes «ont repris la production une fois que la situation a été jugée sûre», a ajouté la NOC. «Je rappelle à toutes les parties que les champs pétroliers et gaziers de la

Libye sont une source de revenu vitale pour tous les Libyens», a déclaré le patron de la NOC, Mustafa Sanalla. «Ils ne doivent pas être une cible militaire». «Tout affrontement près de nos installations nous force à cesser la production pour garantir la sécurité de nos personnels. Si la production cesse, tous les Libyens perdent», a averti M. Sanalla. R. M.



Afghanistan

Trump annonce la reprise des négociations avec les talibans

■ Le président des États-Unis Donald Trump a annoncé jeudi lors d'une visite nocturne surprise sur une base américaine en Afghanistan que les négociations avec les talibans, interrompues en septembre, avaient repris.

Par Rosa C.

Le voyage-éclair de M. Trump, son premier dans le pays, avait été gardé secret pour des raisons de sécurité. Il a eu lieu à l'occasion de la fête de Thanksgiving. «Les talibans veulent un accord, et nous les rencontrons. Nous leur disons qu'il faut un cessez-le-feu, ils ne voulaient pas de cessez-le-feu, et maintenant ils veulent un cessez-le-feu», a-t-il déclaré après une rencontre avec son homologue, le président Ashraf Ghani, sur la base aérienne de Bagram, à 80 km au nord de Kaboul. «Je pense que ça va sûrement marcher comme ça», a-t-il dit. «Nous resterons tant que nous n'aurons pas d'accord ou jusqu'à ce qu'on ait une victoire totale, et ils veulent vraiment trouver un accord», a ajouté Donald Trump. Il a confirmé vouloir réduire le nombre de soldats américains sur place à

8 600, contre entre 13 000 et 14 000 aujourd'hui. «Nous pouvons aller encore beaucoup plus loin que ça», a-t-il ajouté, sans plus de précisions. «Les deux côtés ont souligné que si les talibans étaient sincères dans leur volonté d'obtenir un accord de paix, ils devaient accepter un cessez-le-feu», a tweeté Ashraf Ghani après le départ de son homologue. «Nous avons aussi insisté que pour que la paix soit durable, les refuges terroristes hors d'Afghanistan devaient être démantelés». Le président Ghani n'avait été prévenu que quelques heures avant l'atterrissage de M. Trump, selon la Maison Blanche. Le président était parti mercredi soir dans le plus grand secret de son club de Mar-a-Lago en Floride, via la base d'Andrews près de Washington. Il est arrivé à Bagram jeudi vers 20h30 heure locale, et la nouvelle du voyage n'a été rendue publique que

juste avant qu'il ne redécolle, peu après minuit. Un photographe de l'AFP a voyagé avec lui mais n'a pas eu le droit de communiquer avant l'arrivée, comme les 12 autres journalistes participant au voyage, dont les appareils de communication avaient été confisqués. Ils n'ont appris leur destination que deux heures avant l'atterrissage de l'avion présidentiel, toutes lumières éteintes. Dans ses déplacements sur la base, le dirigeant était protégé de près par des soldats lourdement armés, casqués et équipés de jumelles de vision nocturne. Le 7 septembre, Donald Trump avait, à la surprise générale, mis fin aux discussions engagées depuis un an avec les talibans, qui semblaient pourtant sur le point d'aboutir à un accord historique après dix-huit ans de conflit en Afghanistan. Il avait justifié ce volte-face spectaculaire par la mort d'un soldat américain et de onze autres personnes dans un attentat taliban deux jours avant à Kaboul. «Nous étions proches du but et nous avons renoncé. Nous n'avons pas voulu le faire à cause de ce qu'ils avaient fait», a expliqué M. Trump lors de sa rencontre avec le président afghan, en faisant référence à la mort du soldat américain. «Depuis, nous les avons frappés si fort, ils n'ont jamais été frappés aussi fort», a-t-il ajouté. Le négociateur américain, Zalmay Khalilzad, n'avait dévoilé que peu de détails sur «l'accord de



PHOTO: D. R.

principe» qu'il affirmait avoir conclu avec les talibans. Il devait permettre un retrait progressif des soldats américains en Afghanistan, en échange de garanties de sécurité, d'une «réduction de la violence» et de l'ouverture de négociations directes entre les talibans et le gouvernement de Kaboul. Depuis, la semaine dernière, les talibans ont libéré deux otages américain et australien, professeurs à l'université américaine de Kaboul, en échange de la libération par les Afghans de trois prisonniers talibans de haut rang. Avec ses soldats pour ce qui est la plus grande fête traditionnelle aux États-Unis, le com-

mandant en chef a posé pour des photos et servi de la dinde, avant de s'adresser à environ 1.500 d'entre eux dans un grand hangar. «Nous avons voyagé 8 331 miles (13 407 km) pour être là ce soir pour une seule raison: vous dire en personne que ce Thanksgiving est un Thanksgiving spécial, tout va très bien, notre pays est plus fort économiquement qu'il ne l'a jamais été», a déclaré Donald Trump, ovationné par les militaires. Dans ce discours aux soldats, il a également dit que la guerre d'Afghanistan ne se «déciderait pas sur le champ de bataille». R. C.



Commentaire

Choix

Par Fouzia Mahmoudi

Les avertissements et les menaces de Donald Trump n'auront au final eu aucun impact sur la décision turque de s'armer chez les Russes, délaissant l'arsenal américain, rendant les secrets technologiques de ce dernier exposés et à la portée de Moscou. En outre, après des échanges tendus entre Washington et Ankara le calme était revenu ces derniers mois, la Maison-Blanche se persuadant certainement que les Turcs n'oseraient pas les défier aussi ouvertement. Pourtant, la Turquie a commencé cette semaine à tester des systèmes russes de défense anti-aérienne en dépit des appels répétés de Washington à ne pas les activer sous peine de sanctions, a rapporté la presse turque. Dimanche, le gouvernement d'Ankara a déclaré dans un communiqué que des avions militaires, dont des F-16, survoleraient la capitale lundi et mardi «à basse et haute altitudes» dans le cadre de «tests d'un projet de système de défense anti-aérienne», sans autre précision. Mais le quotidien pro-gouvernemental turc «Milliyet» a rapporté lundi que ces vols visaient en réalité à tester les radars de batteries S-400, un système russe de défense anti-aérienne et antimissile acheté par Ankara, au grand dam de ses partenaires de l'Otan. L'acquisition par les Turcs de ce système de défense russe est un important sujet de tensions entre Ankara et Washington. La question a été évoquée lors d'un entretien mi-novembre entre les présidents Recep Tayyip Erdogan et Donald Trump. Ce dernier estime notamment que les S-400 ne sont pas compatibles avec les dispositifs de l'Otan, dont la Turquie est membre. Les États-Unis affirment en outre que l'achat de ce système par Ankara, dont la livraison a commencé en juillet, met en danger les secrets technologiques du F-35, un avion de chasse américain furtif. La Turquie a en effet commandé plus de 100 de ces appareils et son industrie de défense a investi des sommes importantes dans ce programme, mais les États-Unis ont décidé de l'en exclure après qu'elle a pris livraison des premiers S-400. La Turquie est sous la menace de sanctions pour avoir acheté des S-400, mais, en octobre, un responsable américain avait affirmé qu'Ankara y échapperait s'il choisissait de ne pas activer les systèmes russes. Les dirigeants turcs ont répété ces dernières semaines que les S-400 seraient utilisés. La Turquie n'a pas acheté des systèmes de défense russes pour «les garder dans un carton», a répondu Mevlüt Cavusoglu, le ministre turc des Affaires étrangères, aux appels de Washington à ne pas activer les batteries livrées par Moscou. Reste à savoir qu'elle réponse fournira la Maison-Blanche aux agissements d'Ankara qui choisit visiblement de favoriser son alliance avec la Russie au détriment de son alliance avec les États-Unis qui peut pourtant être retracée depuis 1830 alors qu'un accord est signé à l'époque de l'Empire ottoman, puis reconduit après le changement de régime et la naissance de la Turquie moderne. F. M.

Irak

Dénoncé par la rue, l'Iran «bétonne» son influence au sein du pouvoir

Dans l'Irak en révolte, ses consulats ont été attaqués et des portraits de ses dirigeants déchirés en place publique. Mais si l'Iran n'est plus intouchable dans la rue, son influence au sein du pouvoir irakien, elle, s'est renforcée, estiment des experts. A Najaf, symbolique ville sainte chiite située au sud de Bagdad, qui vit notamment du tourisme religieux des pèlerins iraniens, des centaines de manifestants ont scandé mercredi «Iran dehors!» ou «Victoire à l'Irak!», alors que les flammes dévoraient le consulat de la République islamique. «Les ingérences même pas discrètes de l'Iran ont énervé de nombreux Irakiens», avance Ali Hussein, un manifestant à Najaf. L'attaque contre le consulat, dit-il, «est un message clair à l'Iran pour qu'il revoit son rôle en Irak». Déjà début novembre, un mois après le déclenchement du mouvement de contestation contre le pouvoir irakien – émaillé de près de 400 morts – d'autres manifestants avaient tenté de hisser le drapeau irakien sur le consulat d'Iran de Kerbala, l'autre ville sainte chiite

du pays. Avec une audace jusqu'ici cantonnée aux régions sunnites – minoritaires en Irak, où deux tiers des habitants sont chiites comme l'Iran – les manifestants ont brûlé les QG des factions armées pro-Iran, qui forment désormais le deuxième bloc au Parlement à Bagdad, et ont crié leur ras-le-bol des visites répétées du puissant général Qassem Soleimani, en charge des opérations extérieures de l'armée idéologique iranienne. C'est lui qui est parvenu à resserrer les rangs des partis au pouvoir autour du Premier ministre Adel Abdel Mahdi, un temps sur la sellette. Les manifestants ne cessent aussi d'accuser leur grand voisin de détruire l'industrie irakienne en inondant son marché de produits aussi variés que des voitures et des tomates pour quelque six milliards d'euros par an. «Le sentiment anti-Iran n'est pas nouveau, c'est la façon dont il s'exprime qui est inédite», affirme à l'AFP le chercheur Fanar Haddad. «La colère se concentre sur le système politique irakien et elle se tourne naturellement aussi vers l'Iran

car il est impossible de les dissocier», décrypte ce spécialiste de l'Irak. Déjà sous Saddam Hussein, l'Iran a cultivé un fort réseau au sein des opposants au dictateur, qu'ils soient partisans de la cause chiite ou kurde, et même parmi les tribus sunnites. Ce sont ces hommes sur lesquels Téhéran mise depuis des années qui sont aujourd'hui au pouvoir. L'Iran s'est aussi rendu indispensable en approvisionnant en courant et en gaz son voisin en pénurie chronique d'électricité, et ce pour des milliards d'euros. Quand la contestation a éclaté le 1^{er} octobre, réclamant d'abord des services publics fonctionnels, une alimentation en électricité fiable et des emplois, dans un pays où de nombreuses usines sont toujours fermées depuis l'invasion américaine de 2003, les manifestants avaient également l'Iran dans le viseur. Car la prospérité promise après la victoire il y a deux ans sur les jihadistes du groupe État islamique (EI) n'est pas arrivée, affirme à l'AFP Maria Fantappie, du centre de réflexion International Crisis Group (ICG).

Pièce de théâtre en tamazight présentée à Alger

«Radjaïn... radjaïn ... !» ou la connexion de la jeunesse au serment des martyrs de la révolution

■ La générale de la pièce de théâtre «Radjaïn... Radjaïn ... !», une tragi-comédie dédiée à l'espoir inébranlable que représente la jeunesse, en parfaite connexion avec le serment des martyrs de la révolution, a été présentée mercredi soir à Alger, devant un public nombreux et recueilli.

Par Adéla S.

Accueilli au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), «Radjaïn, radjaïn», spectacle en version tamazight, est le fruit d'un travail d'équipe qui s'est investie dans une adaptation libre de l'œuvre littéraire, «Echouhada yaâoudouna had el ousboue» (Les martyrs reviennent cette semaine) de Tahar Ouetar (1936-2010).

Sur un fond musical targui, le spectacle, mis en scène par Hamida Ait El Hadj, est proposé en kabyle, chelhi et chaoui, dans des dialogues également adaptés par la metteuse en scène, aidée par Tarek Achba.

La rumeur de l'existence d'une mystérieuse lettre annonciatrice du retour des martyrs de la révolution qu'El Abed (personnage attendu tout au long de la pièce) propagera, va diviser les destinataires...

Entre proches – les femmes notamment – vivant encore la douleur de la séparation, ravivés à l'idée de revoir les leurs, et traîtres d'hier qui ont bâti leur présent d'usurpations et de mensonges, la nouvelle prend de l'ampleur et les rapports se dégradent, atteignant un niveau d'échange virulent, à charge pour les imposteurs qui vont vite se faire rattraper par leur passé ignoble.

D'une durée de 70 mn, la trame du spectacle, aux traits poignants, sera alimentée par plusieurs événements à rebondissement, qu'une dizaine de personnages, formant un microcosme social, conduira avec brio.

Sous un éclairage concluant, les comédiens, Hakim Guemroud, (El Fahem), personnage intellectuel par lequel toutes les vérités sont dites, Belkacem Kaouane (Kaddour l'ivrogne et ancien moudjahed), l'infatigable Tarek Achba (mari de Louiza), Abderrahmane Ikariouène (le maire corrompu), Youssa Azeb, époustouffante dans son rôle de jeune femme refusant la fatalité du destin, Nabila Ibrahim (Louiza) et Redouène Merabet (le vieux sage, gardien de la tradition), ont su porter le texte dans des échanges au rythme ascendant et soutenu, occupant judicieusement tous les espaces de la scène.

Misant sur la puissance du propos et le jeu des acteurs, Hamida Ait El Hadj, assistée par Nabila Ibrahim, a choisi de monter son spectacle avec une scénographie quasiment sans décor, dans une version actuali-

sée, œuvre de Habbal Boukhari, incluant trois rôles inédits avec un épilogue différent de celui du texte original, où la jeunesse va recréer l'espoir en se connectant directement au testament des martyrs pour se résoudre à prendre en main le destin de la patrie.

Dans un spectacle avant-gardiste de haute facture, Hamida Ait El Hadj a fait appel au 6^e art pour illustrer dans de belles formes esthétiques quelques tableaux, à travers des chorégraphies que Slimane Habès a conçues dans l'esprit de la mise en scène, à l'instar du prologue et de l'épilogue, qui ont été livrées dans la grâce du mouvement et la beauté du geste, suggérant, respectivement, le tourment et la détermination, ou encore, celle des femmes devant leurs tamis exprimant la douleur de la séparation.

Les ballerines, Intisar Tiffas et Lily Zaïdi, partenaires des dan-



seurs Sofiane Drici, El Hadi Banabbou, Mustapha Titaoui et Mohamed Ahoène Bellazreg, évoluant dans le registre de la danse contemporaine avec des accoutrements aux couleurs vives et variées, ont brillé d'agilité et de finesse, dans des figures en solo ou en groupe, empreintes de rigueur et de synchronisation.

Savourant tous les moments du spectacle dans l'allégresse et la volupté, le public, debout, a longtemps applaudi les artistes,

«heureux de leur prestation» que Hamida Ait El Hadj a dédiée à Lydia Hani, une des comédiennes absente ce soir là pour des raisons de santé.

Produit par le TNA sous l'égide du ministère de la Culture, le spectacle, «Radjaïn... radjaïn... !» qui attend d'être traduit en algérien (arabe dialectal), est reconduit aujourd'hui au même lieu, avant d'entamer une tournée dans l'ouest du pays, durant le mois prochain.

A. S./APS

Cinéma

Lancement symbolique du Festival du cinéma d'Al Qods à partir d'Alger

Le 4^e Festival international du cinéma d'Al Qods, qui se tient à Ghaza en Palestine du 28 novembre au 5 décembre, a été lancé symboliquement, mercredi à Alger, en même temps que son lancement dans des capitales de pays arabes.

Le Festival d'Al Qods a été lancé simultanément à partir de douze pays arabes dont le Liban, la Lybie, le Soudan, la Tunisie ou encore l'Égypte.

Prenant part symboliquement à ce festival, la Cinémathèque d'Alger a projeté le documentaire «Oum El Gharib» du réalisateur palestinien Raed Dezdar.

D'une durée de 69 mn, le documentaire revient sur l'histoire de Oum El Gharib, une cité palestinienne connue pour sa production d'agrumes avant la guerre israélo-arabe de 1948, devenue ville d'exportation de réfugiés suite à cette guerre et à l'exil de ses habitants.

À travers les témoignages de Palestiniens ayant vécu à Oum El Gharib avant 1948, le réalisateur du film tente de reconstituer la vie économique, culturelle et sociale de la cité.

Le coordinateur du festival en Algérie, le réalisateur Salim Hamdi, a indiqué que ce geste symbolique venait en soutien au

peuple palestinien et salué le courage des organisateurs qui ont tenu à ce que le festival se déroule dans une ville palestinienne «malgré les conditions extrêmes d'organisation».

Les films «Les sept remparts de la citadelle» de Ahmed Rachedi, «Irtane» de Salim Hamdi, ainsi que le court métrage documentaire «Mounia» de Abir Akakza, ont été sélectionnés en compétition du 4^e Festival international du cinéma d'Al Qods.

Le court métrage de fiction «Curse within shadows» de Imad Ghedjati devra être également projeté dans la catégorie des films amateurs.

R. C.

Musique traditionnelle d'Argentine

Le chanteur de tango Martin Troncozo anime une soirée musicale à Alger

Le guitariste et chanteur argentin de tango, Martin Troncozo, a animé jeudi soir à Alger un spectacle folklorique devant un public de fans de cette musique traditionnelle d'Argentine.

Organisé par l'ambassade d'Argentine, le concert était une occasion pour l'artiste de dérouler un répertoire de chansons folkloriques entraînantes devant un public de mélomanes. Accompagné d'un pianiste,

Martin Troncozo a gratifié l'assistance des plus belles chansons exécutées sur des tangos impressionnants, une danse de bal argentine. L'artiste, lui-même danseur, a formé un duo avec une danseuse de tango pour

accompagner des chansons folkloriques envoûtantes, applaudies par le public.

Par ailleurs, une dégustation de produits du terroir les plus réputés en Argentine comme le maté ou «Yerba maté», une bois-

son traditionnelle sacrée en Argentine et dans le sud du Brésil, a été organisée.

Présent à la cérémonie, l'ambassadeur d'Argentine en Algérie, Mariano Simon-Padros, a déclaré que cet événement visait à faire connaître son pays à travers sa culture, ses coutumes et ses produits agroalimentaires. L'Argentine, pays producteur de viande, est le cinquième fournisseur de l'Algérie avec un volume d'échanges commerciaux de plus de 1,9 milliard de dollars durant les quatre premiers mois de 2019, selon le diplomate argentin.

Des membres du corps diplomatique accrédité en Algérie ont assisté à cette journée dédiée à l'Argentine.

K. L.

Racim C.

El Bayadh

Participation de 32 exposants au Salon national d'arts plastiques

La deuxième édition du Salon national des arts plastiques s'est ouverte jeudi à El Bayadh, avec la participation de 32 exposants de 17 wilayas du pays.

Initiée par la maison de la culture «Mohamed-Belkheir» de la wilaya, cette manifestation culturelle, dont l'ouverture a été présidée par le wali d'El Bayadh, Kamel Touchene, expose plus de 100 tableaux d'arts plastiques de différents genres.

Le directeur de la maison de la culture,

Salah Okbache, a souligné que cette exposition constitue une occasion pour l'échange d'expériences entre artistes plasticiens de la wilaya et d'autres wilayas et la promotion du goût artistique du public, indiquant que les œuvres exposées concernent des formes d'expression d'abstrait, réalisme, impressionnisme et sculpture.

Ce salon permet également de connaître la diversité culturelle dans la wilaya d'El Bayadh, a-t-il ajouté. Cette édition étale des

œuvres artistiques à la nouvelle galerie d'arts plastiques ouverte dernièrement à la maison de la culture, qui peut contenir plus de cent

Le programme de cette exposition de trois jours prévoit la projection de documentaires sur les arts plastiques, des récitals de chants du terroir et une virée touristique au profit des participants dans la commune de Brizina pour leur faire découvrir les atouts touristiques que recèle cette région.



Classement FIFA Les Verts 35^e mondial

L'ALGÉRIE a gagné trois places et occupe le 35^e rang au classement FIFA du mois de novembre publié jeudi par la Fédération internationale de football (FIFA) sur son site officiel, en totalisant 1482 points.

La sélection algérienne reste sur deux victoires de rang en qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN 2021, contre respectivement la Zambie (5-0) au stade Mustapha Tchaker de Blida, et le Botswana (1-0) à Gaborone pour le compte des deux premières journées du groupe H. Au niveau Africain, les

hommes de Djamel Belmadi sont logés à la quatrième position, au pied du podium, dominé toujours par le Sénégal (20^e), la Tunisie (27^e) et le Nigeria (31^e).

D'autre part, la Belgique conserve la première place du classement mondial devant la France, sacrée championne du monde 2018. Le Brésil complète le podium.

L'unique changement dans le Top 10 concerne la Croatie (6^e) qui passe devant le Portugal, désormais 7^e. Le prochain classement FIFA sera publié le 26 décembre 2019.

BAL - Elite 16 / Division Ouest

Le GSP dispose d'Al-Nasr et passe

LA FORMATION algérienne du GS Pétroliers s'est imposée devant son homologue libyenne d'Al-Nasr sur le score de 86 à 81 (mi-temps : 42-33), en match comptant pour la 3^e et dernière journée du groupe A de la Division Ouest du deuxième tour préliminaire (Elite 16) de la Ligue africaine de basket-ball (BAL), disputé jeudi à Yaoundé.

Les quatre quarts temps du match ont donné lieu aux scores suivants : (25-12, 17-21, 23-27, 21-19).

A la faveur de cette victoire, les Pétroliers assurent leur qualification aux demi-finales de la Division Ouest.

Le représentant algérien avait remporté son premier match contre la formation nigérienne de l'AS Nigelec (115-89) avant de perdre le deuxième mardi face aux Camerounais des Forces armées de police sur le score de 85 à 87.

Le deuxième match du groupe A oppose à partir de 19h00, les FAP du Cameroun à l'AS Nigelec du Niger.

En demi-finales, prévues aujourd'hui, les Algériens seront opposés à l'Abidjan basket-ball club (ABC) de Côte d'Ivoire ou l'AS Police du Mali, leaders du groupe B de la Division Ouest, dont les rencontres se sont également disputées à Yaoundé.

Les équipes qui occuperont les trois premières places joueront la saison régulière de la BAL en mars 2020.

Les six meilleures équipes de l'Elite 16 se joindront aux champions d'Angola, d'Egypte, du Maroc, du Nigeria, du Sénégal et de Tunisie pour former le tableau final (deux conférences de 6 équipes) de la 1^{re} édition de la BAL en 2020.

La prestigieuse National basket-ball association (NBA) et la Fédération internationale de basket (FIBA) avaient annoncé en février dernier la création de ce championnat professionnel en Afrique dans ce qui constitue la première implication de la NBA dans une compétition en dehors de l'Amérique du Nord.

Equipe nationale de volley-ball messieurs Krimo Bernaoui désigné sélectionneur

KRIMO BERNAOUI est le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale de volley-ball, en remplacement du Cubain Raul Diago Izquierdo, a annoncé jeudi la Fédération algérienne de la discipline (FAVB) sur sa page officielle Facebook.

«Le président de la FAVB, Mustapha Lemouchi, a procédé mercredi, au Centre de regroupement des équipes nationales de Souidania, à l'installation du nouveau entraîneur en chef Krimo Bernaoui, en remplacement du Cubain Raul Diago Izquierdo, en présence des athlètes, du staff technique et médical, de l'administrateur ainsi que le DTN de la fédération», a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué.

Le technicien cubain, installé dans ses fonctions en avril dernier, s'était engagé avec la FAVB pour un contrat renouvelable qui courait jusqu'au 31 décembre prochain. Sous sa houlette, le Six national s'était classé à la 3^e place au dernier Championnat d'Afrique des nations 2019 disputé en juillet

dernier à Tunis, après sa victoire en match de classement face à l'Egypte 3 sets à 1.

Premier chantier de Bernaoui : la préparation du tournoi pré-olympique prévu au Caire du 6 au 12 janvier 2020, qui réunira, outre l'Algérie, l'Egypte (pays hôte), le Botswana, le Cameroun, le Ghana, la Tunisie et le Niger.

L'Algérie a postulé pour abriter ce tournoi qualificatif aux JO-2020, avant d'être recueillie par la Confédération africaine.

Bernaoui (52 ans), ancien international algérien, est considéré comme l'un des meilleurs volleyeurs algériens depuis l'indépendance. Champion d'Afrique avec l'équipe nationale en 1991, il décrocha la même année la médaille d'or aux Jeux Africains disputés au Caire.

Lors des Jeux olympiques JO-1992 de Barcelone, il figurait dans la liste des joueurs de l'EN, classée à la 12^e place au terme du tournoi.

Ligue des champions d'Afrique

L'USMA veut un départ en force

■ L'USMA, qualifiée aux dépens des Kényans de Gor Mahia pour cette phase des poules de la plus prestigieuse des compétitions africaines, sera certainement mise à rude épreuve aujourd'hui par le WAC au stade Mustapha-Tchaker de Blida (17h00), dans un derby maghrébin indécis et ouvert à tous les pronostics, dans le cadre du groupe C.

Par Mahfoud M.

Les deux équipes traversent une période difficile. Auteur d'un seul point lors des deux derniers matchs de Ligue 1, l'USMA est appelée à relever la tête face aux Wydadis, éliminés en 1/8 de finale de Coupe arabe des clubs par leurs voisins du Raja après un match retour fou (4-4, 1-1 à l'aller).

Le WAC a été également battu lors de son précédent match en championnat, à domicile par la RS Berkane (1-0).

«C'est vrai que le tirage dont nous avons hérité est très difficile, mais nous sommes aussi un grand club et nous avons des ambitions. Ce premier match est très important, d'autant plus que nous jouerons chez nous. Un bon démarrage est plus que nécessaire, donc il nous faudra gagner ce match pour nous mettre dans les meilleures conditions possibles», a indiqué le milieu relayeur des «Rouge et Noir», Tahar Benkhalifa. La mission ne sera pas de tout repos pour les gars de Soutara qui savent devoir puiser au plus profond de leurs ressources pour enregistrer un premier succès qui sera très important pour la suite. Les Algérois, habitués de cette compétition et de cette phase des poules, souhaitent être à la hauteur et comptent, par



Les Rouge et Noir décidés à l'emporter

ailleurs, sur le soutien indéfectible de leur public qui sera au rendez-vous.

Rappelons que le stade Omar-Hamadi (Alger) n'a pas été homologué par la Confédération africaine (CAF) pour abriter des matchs de compétition continentale. Idem pour celui du 20-Août,

alors que le 5-Juillet a été fermé pour travaux.

L'autre rencontre de cette poule C opposera aujourd'hui les Sud-africains de Mamelodi Sundowns et les Angolais de Petro Atletico (20h00).

M. M.

Ligue I (12^e journée)

MCA-CRB, un derby et un enjeu

La 12^e journée sera caractérisée sans aucun doute par ce choc au sommet qui opposera le leader, le CR Belouizdad et le dauphin, le Mouloudia d'Alger. Le Doyen des clubs algériens qui a souffert lors de la précédente journée en concédant une défaite lors des dernières minutes de la rencontre face à l'ASO Chlef, compte se ressaisir et fera donc tout son possible pour l'emporter dans ce grand derby de la capitale. Toutefois, ce ne sera pas une sinécure pour les gars de Bab El Oued qui feront face à une équipe du Chabab déterminée, elle aussi, à réaliser un résultat probant. Les gars de Laâkiba se présenteront avec une grande volonté pour tenter de remporter le match et distancer ainsi le MCA au classement. Le MC Oran, qui se cramponne à la troisième place, donnera la réplique à l'US Biskra et fera tout ce qui est en son pouvoir pour confirmer son regain de

forme. Les Hamraoua qui étaient revenus avec un point de leur déplacement à Alger face au NAHD, souhaitent l'emporter à domicile face aux Sudistes, même si ces derniers ne seront pas faciles à manier. Un derby passionnant de l'Est opposera, au stade du 8-Mai-45, l'Entente de Sétif au CS Constantine, un match qui sera très disputé. Les Sétifiens, dont les résultats ne sont pas à la hauteur de leur statut, souhaitent l'emporter et se donneront à fond pour réussir l'essentiel, à savoir empêcher les trois points. Toutefois, ce ne sera pas facile face à une coriace équipe du Chabab de Constantine qui souhaite réussir au moins le point du nul. La JS Saoura qui joue le haut du tableau, donnera la réplique à l'une des équipes du bas du classement, l'ASO Chlef, et part avec les favoris du pronostic. Le CA Bordj Bou Arréridj reçoit le Nasr d'Hussein-Dey avec l'espoir de

prendre les trois points de la victoire, ce qui reste totalement dans ses cordes, même s'il doit faire très attention à cette équipe du Nasria qui ne se présentera pas en victime expiatoire. Enfin, l'AS Ain M'lila fera tout son possible pour prendre les trois points du succès face à l'USM Bel Abbès. Les matchs NCM-PAC et USMA-JSK sont reportés en raison de la participation des trois clubs algériens aux matchs comptant pour la phase des poules de la Ligue des champions et de la Coupe de la CAF.

M.M.

Le programme :
Samedi 30 novembre 2019 à 15h :
MCO-USB
CABBA-NAHD
MCA-CRB
ASAM-USMBA
JSS-ASO (18h)
CSC-ESS (18h45)
NCM-PAC (reporté)
USMA-JSK (reporté)

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tennis / Tournoi ITF Juniors Meknès-Ismaïlia

L'Algérienne Mebarki passe en demi-finale

LA JEUNE algérienne Bouchra Rehab Mebarki a composé son billet pour les demi-finales du Tournoi international juniors «Meknès-Ismaïlia», qui se déroule du 25 au 30 novembre au Maroc, après sa victoire devant la Française Elsa Chaumette, tête de série N3, par deux sets à zéro (2-0). L'Algérienne, tête de série N5, a remporté le premier set 6-4, avant de balayer son adversaire au second set 6-0. En demi-finale,

programmée vendredi, la native de Tlemcen défiera la Marocaine Salma Loudili, tête de série N.1. Dans le tableau double, Mebarki associée à la Polonaise Jagoda Wroblewska, se sont qualifiées pour la finale après leur victoire face aux Marocaines Malak El Allami et Lina Ngassi Saqout sur le score 7-6, 6-4. En finale, elles affronteront les têtes de série N.3, la Bulgare Yaona Dudova et la Belge Sara Pantelibel. **R. S.**

Otan

Erdogan s'en prend à Macron qu'il juge «en état de mort cérébrale»

LE PRÉSIDENT turc Recep Tayyip Erdogan s'en est violemment pris vendredi à son homologue français Emmanuel Macron qu'il a jugé en «état de mort cérébrale», accentuant les tensions à une semaine d'un sommet crucial de l'Otan. Reprenant les déclarations de M. Macron qui avait jugé l'Otan en état de «mort cérébrale», M. Erdogan a déclaré: «Je m'adresse depuis la Turquie au président français Emmanuel Macron, et je le redirai à l'Otan. Fais d'abord examiner ta propre mort cérébrale». «Ces déclarations ne sièent qu'à ceux dans ton genre qui sont en état de mort cérébrale», a insisté le président turc lors d'un discours à Istanbul. Ces propos véhéments interviennent après des critiques émises jeudi par M. Macron au sujet de l'offensive lancée le mois dernier par la Turquie en Syrie contre une milice kurde appuyée par les pays occidentaux. Les remarques de M. Erdogan renforcent les tensions entre la Turquie et l'Otan, dont Ankara est membre, avant un sommet crucial de l'Alliance à Londres la semaine prochaine. MM. Erdogan et Macron, ainsi que la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre britannique Boris Johnson doivent en outre se réunir en marge de ce sommet pour discuter de la Syrie. Le mois

dernier, Ankara a lancé une incursion dans le nord-est de ce pays visant la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), qualifiée par la Turquie de «terroriste». Mais les pays occidentaux ont critiqué cette opération et M. Macron a déclaré dans un entretien à l'hebdomadaire «The Economist» début novembre que cette offensive unilatérale, le 28 novembre 2019 faisait partie des symptômes indiquant que l'Otan était en état de «mort cérébrale». Les critiques particulièrement vives de la France ont suscité l'ire des dirigeants turcs ces dernières semaines, qui accusent Paris de vouloir implanter un «Etat terroriste» dans le nord de la Syrie. «Personne ne fait attention à toi. Tu as encore un côté amateur, commence par remédier à cela», a lancé M. Erdogan à l'endroit de M. Macron. «Lorsqu'il s'agit de fanfaronner, tu sais très bien le faire. Mais lorsqu'il s'agit de verser à l'Otan l'argent que tu lui dois, c'est autre chose». «Il est tellement inexpérimenté ! Il ne sait pas ce qu'est la lutte antiterroriste, c'est pour cela que les gilets jaunes ont envahi la France», a-t-il encore dit. «Gesticulez autant que vous voudrez, vous finirez par reconnaître le bien-fondé de notre lutte contre le terrorisme».

R. I.

Foot/ Premier league anglaise (Arsenal)

L'entraîneur Unai Emery démis de ses fonctions

L'ENTRAÎNEUR espagnol d'Arsenal Unai Emery a été limogé de son poste, au lendemain de la défaite concédée à domicile face aux Allemands de l'Eintracht Francfort (1-2), pour le compte de la 5^e journée (Gr.F) de l'Europa league de football, a annoncé le club anglais vendredi dans un communiqué. L'ancien coach du FC Séville et du Paris SG a été remplacé à titre temporaire par son adjoint Freddie Ljungberg (42 ans), en attendant la désignation d'un nouvel entraîneur, précise la même source. «La décision a été prise car les résultats et les perfor-

mances n'étaient pas au niveau requis», affirme le club sur son site officiel. Le club londonien n'a gagné aucun de ses sept derniers matches toutes compétitions confondues, soit sa pire série depuis 1992. Depuis son arrivée en 2018 du Paris SG, le technicien basque (48 ans) a emmené les Gunners en finale de la Ligue Europa, mais a échoué à les qualifier pour la Ligue des champions. «Nos remerciements les plus sincères vont à Unai et à son staff, qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour que le club retrouve le niveau de compétition que nous

attendons et exigeons tous. Nous ne souhaitons à Unai et à son équipe que du succès pour l'avenir», a témoigné Josh Kroenke, actionnaire majoritaire des Gunners. Emery, qui avait succédé au Français Arsène Wenger, entraîneur du club londonien entre 1996 et 2018, laisse son équipe à la 8^e place de Premier League malgré le recrutement ronflant cet été de Nicolas Pépé pour 80 millions d'euros. En championnat, il aura remporté moins de la moitié des matches disputés (25 sur 51). **Racim S.**

Le Black friday d'Algérie



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

Volontariat des habitants pour l'entretien du collège de leurs enfants

Les parents des élèves du collège de Tala Bouzrou dans la commune de Makouda (20 km au nord de Tizi Ouzou) ont entrepris des travaux d'entretien et de réparation des locaux de cet établissement dont la vétusté a atteint un stade jusqu'à en constituer une menace sur la sécurité de ses occupants.



Par Hamid M.

Il a été réalisé en 1992. Les parents d'élèves affirmant avoir tapé à toutes les portes

pour inscrire le projet de réalisation d'un collège de remplacement dudit établissement préfabriqué dont la durée de vie est dépassée de plusieurs années.

Toutes les promesses faites par les autorités pour remédier à la situation sont restées sans suite.

La dernière demande d'inscription d'un nouvel établissement de remplacement avait été formulée auprès du ministère de l'Éducation nationale dans le cadre des programmes sectoriels de développement en novembre 2018 à l'occasion de la visite de ce collège par le wali de Tizi Ouzou.

Même les solutions de rechange comme la réalisation de classes n'ont pas vu le jour.

Les habitants du nord de la wilaya privés

d'eau potable suite à la rupture d'une conduite

Les populations des régions de Makouda, Tigzirt, Iflissen, Aghribs, Azeffoun et Akerou étaient privées depuis plusieurs jours de l'alimentation en eau potable suite à la rupture de la conduite principale de refoulement sur le transfert des eaux du barrage Takebt au niveau de l'oued du Sébaou.

Selon la cellule de communication de l'unité de Tizi Ouzou de l'Algérienne des eaux (ADE), les travaux de réparation de la rupture de ladite conduite ont nécessité la mobilisation d'importants moyens humains et matériels. La difficulté du terrain rend le travail des équipes d'intervention de l'ADE plus difficile.

H. M.